



Séchage de fèves de cacao © Gates Foundation

## ***Plus d'éthique dans la filière du cacao d'ici 2020 : rien qu'une promesse ?***

***En l'an 2000, les médias se sont largement fait l'écho de la pauvreté massive et du travail des enfants dans les plantations de cacao en Afrique de l'Ouest, suscitant l'indignation publique. En réaction, l'industrie chocolatière a promis de produire, d'ici 2020, 100 % de cacao certifié équitable ou durable. Cette démarche va-t-elle constituer une réelle avancée pour les cacaoculteurs ?***

### ***Quelques chiffres***

75 % du cacao mondial sont produits en Afrique de l'Ouest, dont 59 % en Côte d'Ivoire et au Ghana. La majeure partie provient de petites plantations et représente la seule source de revenus de quelque 5,5 millions de familles d'agriculteurs. L'âge moyen d'un cacaoculteur en Afrique de l'Ouest tourne autour des 50 ans. Quant à la jeune génération, elle décroche. « Une réaction pas vraiment illogique », selon le baromètre 2012 sur le cacao, un rapport rédigé par 8 ONG européennes réunies dans le réseau VOICE : « Les revenus d'un cacaoculteur se situent bien en deçà de n'importe quel seuil de pauvreté. Au Ghana, il devrait gagner 3 fois plus pour atteindre le seuil de pauvreté officiellement fixé à 1,25 \$/jour, et, en Côte d'Ivoire, même 16 fois plus. » Le paysan ouest-africain ne touche qu'une infime partie du prix du cacao, les acheteurs et transformateurs se taillant la part du lion.

La demande de cacao est à la hausse. Quant aux défis à relever par l'ensemble de l'industrie du cacao, ils sont gigantesques. Comment augmenter la production ? Et comment faire pour contrer le vieillissement des cacaoculteurs ?

### ***Enfants esclaves***

Il n'est pas rare, en de nombreux endroits de notre planète, de voir les enfants mettre la main à la pâte pour augmenter les revenus du ménage. Les conditions de travail dans les plantations de cacao en Afrique de l'Ouest sont toutefois particulièrement pénibles. Des enfants de moins de 12 ans sont contraints de porter de lourdes charges ou de travailler à la machette (avec les risques de blessures que cela comporte). Mais il y a pire : des enfants maliens ou burkinabés sont vendus comme esclaves dans les plantations, principalement en Côte d'Ivoire.

Suite à la forte indignation relayée par les médias, les représentants de l'industrie du cacao et du chocolat ont ratifié, en 2001, le protocole Harkin-Engel, du nom de deux politiciens américains engagés dans la lutte contre le travail des enfants. Ce protocole, qui vise à lutter contre les pires formes de travail des enfants dans la filière cacao prévoyait entre autres un système de certification publique. Dix ans après, une enquête approfondie mandatée par le gouvernement américain aboutissait à un constat sévère : aucun des objectifs fixés par ce protocole n'a été pleinement atteint.

## Plaidoyer de l'industrie

L'industrie a argumenté avoir déjà investi plus de 75 millions de dollars dans les Plans d'action nationaux du Ghana et de la Côte d'Ivoire, dans l'initiative ICI (International Cocoa Initiative), dans la World Cocoa Foundation (WCF) ainsi que dans ses propres programmes.

Elle a de même invoqué le fait que, pendant longtemps, il lui était quasiment impossible de connaître la provenance du cacao : trop de petits paysans, trop d'intermédiaires et trop de trafics. Les grands chocolatiers (Mars, Nestlé, Hershey, Mondelez et Ferrero) ont régulièrement rejeté la faute sur l'industrie de transformation du cacao (Cargill, ADM, Barry Callebaut). Un argument qui tient de moins en moins la route au vu du développement des possibilités de traçabilité du cacao. Ainsi, au Ghana, le gouvernement contrôle de mieux en mieux le commerce au moyen de comptoirs d'achat locaux, les agriculteurs se sont réunis en coopératives et les transformateurs ont construit des unités de transformation, ce qui y a renforcé leur ancrage.

## Le recours aux certifications

L'industrie a adopté une autre ligne de défense en optant pour la certification. Cadbury (aujourd'hui partie intégrante de Mondelez) a été le premier chocolatier à proposer du cacao certifié. Quant à Mars, il a promis de ne plus vendre en 2020 que des produits chocolatés certifiés. Ferrero, Nestlé et Hershey leur ont emboîté le pas. Les grands distributeurs européens, tels qu'Ahold, Sainsbury's et Carrefour, s'investissent eux aussi de plus en plus dans des produits certifiés, ce qui contribue à accroître la pression.

En quelques années à peine, l'offre de cacao certifié a donc connu une hausse spectaculaire. L'industrie a recours à trois systèmes : le label « équitable » Fairtrade Max Havelaar et les labels « durables » Rainforest Alliance et Utz Certified. Pour tous les trois, la provenance de chaque sac de cacao doit être traçable et toute une série de critères sociaux et environnementaux est d'application.

### Fairtrade International (FLO)

FLO gère depuis 1988 le principal label de commerce équitable. En Belgique, nous le connaissons sous l'appellation « Fairtrade Max Havelaar ». A la différence des deux labels brièvement présentés ci-dessous, le label équitable garantit un prix minimum aux organisations de producteurs.

### Rainforest Alliance

Rainforest Alliance est une ONG américaine fondée dans l'optique de protéger l'environnement et la biodiversité. Elle s'est ensuite consacrée à la certification de produits cultivés de façon durable, en se focalisant sur les aspects écologiques. Le premier programme dédié au cacao a débuté en 1997, mais le chocolat certifié n'a suivi qu'en 2007.

### Utz Certified

Utz Certified a été créé à l'initiative d'un producteur de café du Guatemala et d'un torréfacteur néerlandais. Depuis 2002, ce labellisateur a véritablement pris son envol et s'est, lui aussi, engagé dans la filière cacao. Utz Certified centre son action sur la traçabilité des filières et l'augmentation de la productivité.

### International Cocoa Initiative

L'ICI a été créée en réponse au protocole Harkin-Engel. Financée par l'industrie, cette organisation met sur pied, au Ghana et en Côte d'Ivoire, de nombreux projets de sensibilisation destinés à dissuader les agriculteurs de mettre leurs enfants au travail.

### World Cocoa Foundation

La WCF est une fondation regroupant l'ensemble des grands chocolatiers et transformateurs de chocolat. Elle met en œuvre des projets de formation des agriculteurs et visant à accroître la productivité des récoltes de cacao.

Le label Fairtrade Max Havelaar est plus contraignant en matière de rémunération des producteurs. Il existe depuis plus longtemps, mais il est largement surpassé en termes de volume par ses deux jeunes concurrents.

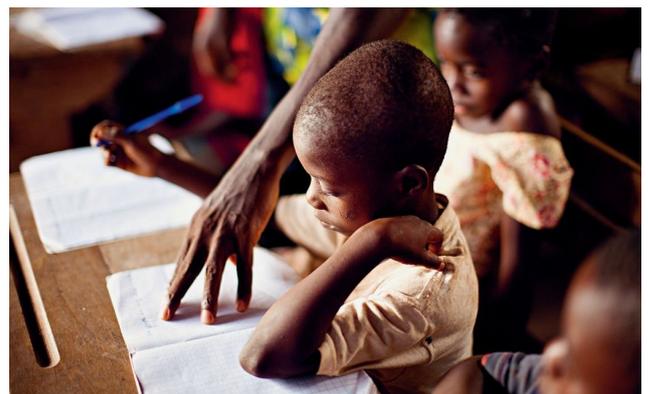
## Chacun y va de son programme

Chaque grand chocolatier a mis sur pied des programmes en Afrique de l'Ouest dans une optique de durabilité et d'obtention de certifications. Depuis 2010, Barry Callebaut collabore étroitement avec Biopartenaire en Côte d'Ivoire. L'organisation donne des formations dans quelque 300 villages, tout en assurant la traçabilité des fèves, des plantations jusqu'au port. Depuis peu, les produits bénéficient des certifications Utz Certified et Rainforest Alliance.

Pour sa part, Mars collabore avec les trois systèmes de certification. En Côte d'Ivoire, l'entreprise a recours au système OSTE (Observation et suivi du travail des enfants) mis en place par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Son programme de durabilité, "Vision for Change", centre son action sur la formation des agriculteurs, l'amélioration du matériel de plantation et la modernisation des techniques agricoles.

De son côté, Nestlé promet d'investir, d'ici 2020 via son Plan Cacao, 90 millions d'euros ; notamment pour construire 42 écoles, former chaque année 20.000 agriculteurs et distribuer 12 millions de cacaoyers à haut rendement résistants aux maladies.

Aux Etats-Unis, les critiques des activistes concernent essentiellement Hershey, un des plus grands producteurs de chocolat du pays. Ils fustigent le programme Cocoa Link de la "World Cocoa Foundation" (voir encadré) auquel adhèrent Hershey et d'autres entreprises : ce programme se contenterait d'envoyer des SMS aux agriculteurs pour promouvoir de meilleures techniques agricoles et pour décourager le travail des enfants.



Les enfants de planteurs certifiés reçoivent une meilleure instruction © Nestlé

## Impact des labels durables ?

À ce jour, peu d'organismes indépendants ont analysé l'impact des programmes développés par les entreprises et celui des certifications du cacao par Utz Certified et Rainforest Alliance.

Une lacune que VOICE entend bien réparer dans son prochain baromètre sur le cacao. Il ressort déjà de l'actuel rapport que l'accent est mis de façon trop unilatérale sur l'augmentation de la productivité, alors que ce n'est pas la seule et unique explication de la pauvreté. Les autres causes sont : l'instabilité du prix du marché mondial, la très faible rémunération des cacaoculteurs, l'accès précaire au crédit ainsi que l'absence d'infrastructures locales. Le réseau se demande si une hausse des recettes attribuable à une meilleure récolte contrebalancera l'augmentation des coûts générée par l'utilisation d'un meilleur matériel de plantation et d'une plus grande quantité d'engrais et de pesticides.

Dans l'article « Certification du cacao, stratégie à hauts risques » publié sur Inter-Réseaux Développement rural, François Ruf, économiste au CIRAD, et d'autres spécialistes présentent les résultats d'une enquête menée auprès de 160 plantations ivoiriennes, dont la moitié était certifiée Rainforest Alliance. Les différences entre les deux types de plantations semblent ténues. Pire même, la certification peut parfois avoir des effets pervers, comme lorsqu'elle s'applique aux plantations issues de l'abattage de la forêt tropicale, légitimant ainsi a posteriori le défrichement massif.

Souvent, des politiques publiques bien comprises sont plus efficaces que les certifications. Un exemple en matière d'amélioration de la qualité, un des objectifs des certifications durables : « depuis la réforme politique de septembre 2012, avec un prix fixé et contrôlé par l'Etat, les exportateurs n'ont plus la possibilité de payer le cacao à la qualité. Ils prennent ou rejettent. La réponse des planteurs est immédiate : ils trient le cacao et font un séchage complet des fèves. Comparée au coûteux dispositif de la certification, cette mesure de politique publique est plus décisive et élégante pour améliorer la qualité. (...) Du coup, en 2012/13, sur le plan de la qualité, il n'y a plus de grande différence entre cacao certifié et non certifié. »



Cabosses de cacao © Cepicafe



Les enfants travaillent pour augmenter les revenus du ménage  
@ Bread for the World

Rainforest Alliance « devrait communiquer en cohérence avec ce qu'elle est : avant tout une démarche productiviste en termes de rendements par hectare (une demande de l'industrie, ndlr), avec la justification qu'elle est susceptible d'améliorer les revenus des planteurs. »

Pour le travail supplémentaire requis, les producteurs perçoivent en effet une prime, qui oscille entre 30 à 50 francs CFA par kilo (5 à 8 centimes d'euro). Un montant peu élevé, mais qui a néanmoins l'avantage d'être versé les mois où la production est faible et donc lorsque les cacaoculteurs ont besoin d'argent.

## La réaction de Rainforest Alliance

Suite à l'interpellation du magazine français Terra Eco, Edward Millard, directeur du programme cacao de Rainforest Alliance reconnaît : « qu'en Côte d'Ivoire, la certification Rainforest Alliance (...) doit s'améliorer. Mais nous faisons des progrès.

Une étude indépendante publiée par le Comité d'Évaluation de Durabilité (COSA) en 2012 a montré que les plantations certifiées par Rainforest Alliance ont une productivité de 576 kg/ha contre 334 kg/ha dans un groupe non certifié. Et l'étude a noté des bénéfices sociaux comme de meilleurs résultats scolaires chez les fils de planteurs certifiés. (...) Ce système est une vraie incitation à investir dans la formation des planteurs et la gestion des coopératives. C'est positif, car c'est un modèle durable qui ne dépend pas de l'aide. »

## L'avantage au commerce équitable

Une étude de KPMG sur les coûts, avantages et désavantages des certifications pour le cacao a montré que les gros producteurs, ou ceux regroupés en coopératives (dont le pouvoir de négociation auprès des acheteurs est plus élevé), pouvaient mieux tirer profit des certifications. Dans ce domaine, le commerce équitable, qui travaille en priorité avec les petits producteurs organisés, peut faire la différence. Aussi parce qu'au-delà de l'octroi d'une prime de développement, il garantit un prix minimum dont l'objectif est de couvrir les coûts de production, ceux de la certification, et surtout de satisfaire les besoins élémentaires des familles des producteurs. La stabilité économique ainsi créée leur permet d'investir dans l'avenir.

Peut-on envisager plus d'éthique dans les filières cacao d'ici 2020 ? Un représentant de Nestlé confiait récemment à Miki Mistrati, un journaliste danois connu pour son reportage *The Dark side of Chocolate* (la face noire du chocolat) : "Je ne qualifierais pas notre attention pour ces problèmes de nouvelle, mais elle est devenue prioritaire depuis que le numérique rapproche l'information du consommateur".

La dynamique entre consommateurs, ONG, médias, politique et industrie pourra-t-elle contribuer à l'avènement de filières de cacao plus durables ?

Trade for Development Centre  
octobre 2013



Extraction de fèves de cacao @ Bread for the World

E.R.: Carl Michiels, CTB, Rue Haute 147, 1000 Bruxelles



CTB TRADE FOR DEVELOPMENT

WWW.BEFAIR.BE

LA COOPÉRATION  
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**

### SOURCES

VOICE : [www.cocoabarometer.org](http://www.cocoabarometer.org) (publié en novembre 2012)

Miki Mistrati : [www.thedarksideofchocolate.org](http://www.thedarksideofchocolate.org), [www.shady-chocolate.com](http://www.shady-chocolate.com)

International Cocoa Initiative : [www.cocoainitiative.org](http://www.cocoainitiative.org)

World Cocoa Foundation : [www.worldcocoafoundation.org](http://www.worldcocoafoundation.org)

FLO : [www.fairtrade.net](http://www.fairtrade.net)

Rainforest Alliance : [www.rainforest-alliance.org](http://www.rainforest-alliance.org)

Utz Certified : [www.utzcertified.org](http://www.utzcertified.org)

CIRAD : [www.cirad.fr](http://www.cirad.fr)

François Ruf, Youssoupha N'Dao et Sylvaine Lemeilleur, *Certification du cacao, stratégie à hauts risques*, Inter-réseaux Développement rural : [www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Certification\\_du\\_cacao\\_Ruf\\_juin2013.pdf](http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Certification_du_cacao_Ruf_juin2013.pdf)

Terra eco, *Chocolat : des labels à côté de la plaque*, 23 juin 2013 : [www.terraeco.net/Chocolat-des-labels-a-cote-de-la\\_50290.html](http://www.terraeco.net/Chocolat-des-labels-a-cote-de-la_50290.html)

KPMG, *Cocoa Certification. Study on the costs, advantages and disadvantages of cocoa certification*, commanditée par l'Organisation Internationale du cacao (ICCO), octobre 2012.

*Les opinions exposées dans cet article ne représentent pas forcément celles de la CTB ou de la Coopération belge au Développement.*